

William E. Rappard : défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale [Victor Monnier]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **4 (1997)**

Heft 1

PDF erstellt am: **17.04.2024**

Nutzungsbedingungen

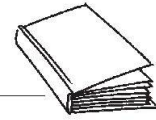
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Dieses Stichwort – auf eine andere Ebene transponiert – passt auch zur einzigen fundamentalen Kritik, die an Barbara Kollers Arbeit geübt werden kann: Während der zweite quellennahe Teil sehr leserlich ist, kommt der erste Teil streckenweise in einem derart verklausulierten, «wissenschaftlichen» Sprachstil daher, dass er für ein breiteres Publikum nur schwer verdaulich ist. Gerade bei diesem sehr interessanten Thema ist dies bedauerlich, weil die Rezeption dadurch stark eingeschränkt wird. Einer der Höhepunkte dieser akademischen Sprachspiele ist folgender Satz: «Sozialpolitisches und sozialpsychologisches Ziel musste demnach sein, über die soziale Disziplinierung einerseits die Nichtkoinzidenz individuellen Verhaltens zu beseitigen, um damit andererseits den in einem umfassenderen Rahmen nötigen sozialen und mentalen Konsens zu erreichen.» Letztlich weisen solche Formulierungen, die typischerweise in Abschlussarbeiten und Dissertationen nie auf die kritischen Augen eines Lektors oder einer Lektorin treffen, auf die prekären Produktionsbedingungen des wissenschaftlichen Nachwuchses hin. Da liegt die Autorin des besprochenen Buchs gar nicht so weit von den beschriebenen Unterschichten entfernt, wenn auch ein paar Fahrstuhletagen höher. Während die bedrängten Arbeiterinnen und Arbeiter mittels Nachbarschaftsklagen aus der elenden Masse hervorstechen versuchten, geht es in Dissertationen meist darum, sich von den heute normal gewordenen Akademikermassen abzuheben.

Franz Horvath (Zürich)

VICTOR MONNIER

WILLIAM E. RAPPARD

DÉFENSEUR DES LIBERTÉS, SERVITEUR DE SON PAYS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

SLATKINE, HELBING & LICHTENHAHN, GENÈVE-BÂLE, INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES 1995, 906 P., FS 52.–

Le titre de cet épais volume est quelque peu hagiographique; mais on aurait tort de s'y arrêter. Il s'agit en fait d'une es-pèce de chronique biographique détaillée et minutieuse, écrite en se fondant sur les abondantes archives personnelles et publications de Rappard, ainsi que sur les documents des institutions et organismes des plus variés dans lesquels il a exercé son activité. L'auteur définit ainsi sa «méthode de travail»: «L'historien n'a ni à plaider, ni à juger, mais doit, à l'exemple du juge d'instruction, réunir de manière impartiale et objective les éléments qui permettent au lecteur de forger sa propre opinion. La tâche de l'historien ne consiste pas à vérifier des hypothèses préalablement émises, mais à essayer de connaître et de comprendre la réalité passée.» Ce sont là des propos qui disqualifieront peut-être leur auteur aux yeux de certains, toujours prêts à exorciser le démon positiviste et qui oublient ou ignorent que l'image du juge d'instruction fut aussi employée par Marc Bloch. Néanmoins, il faut bien reconnaître que, chargé d'une tâche bien précise par le «Curatorium pour l'élaboration de la biographie de W. E. Rappard», V. Monnier a choisi sans doute la meilleure solution, face à une masse documentaire si importante. S'il voulait, conformément à son mandat, écrire, en quelques années, un ouvrage de référence sur Rappard, il ne pouvait guère faire autrement. Chronique de la vie publique d'un homme qui fut à la fois juriste, économiste, historien, spécialiste des

relations internationales, universitaire, chargé de missions politiques importantes et, à ce titre, négociateur, homme d'influence et d'action, ce livre constitue une mine de renseignements. Et c'est à ce titre qu'il sera utile aux chercheurs; ils y trouveront un riche matériel à partir duquel ils pourront explorer des pistes nouvelles dans les domaines si variés dont s'est occupé Rappard. Ajoutons enfin qu'une version plus complète encore peut être consultée dans les archives et bibliothèques fédérales et genevoises: «Matériaux pour servir la biographie de W. E. Rappard».

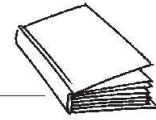
Né à New York, où son père représentait une maison de broderie appenzeloise et avait ouvert un bureau d'affaires, venu en Suisse romande en 1898, à l'âge de quinze ans (après pas moins de dix-sept traversées de l'Atlantique avec ses parents), W. Rappard est naturellement trilingue et peut se réclamer de trois cultures. A cet extraordinaire avantage s'ajoute une non moins extraordinaire capacité à nouer des relations, qualités qui le serviront grandement dans ses fonctions de négociateur et de chargé de relations publiques, comme on le verra plus loin. Né dans un milieu aisé et cultivé, allié par son mariage aux familles du patriciat genevois, il put développer sa personnalité et son appétit de savoir sans souci des contraintes matérielles.

Après des études de droit à Genève, il passe à Berlin, Munich, Harvard, Paris et Vienne, s'intéressant plus particulièrement aux théories économiques: école historique allemande, néoclassiques américains, marginalistes. Ces années de formation se poursuivront jusqu'en 1913, bien qu'il eût travaillé à l'Office international du travail, à Bâle, effectué un remplacement à l'université de Genève et enseigné comme professeur assistant à Harvard. C'est à la fin de cette époque qu'il entreprend sa vaste étude sur le

«Facteur économique dans l'avènement de la démocratie moderne en Suisse», dont seule la partie consacrée à l'agriculture au XVIII^e siècle sera achevée. Nommé à la chaire d'histoire économique à l'université de Genève en 1913, il fait encore paraître la «Révolution industrielle et les origines de la protection légale du travail en Suisse», certainement, avec le précédent, son meilleur ouvrage. Par la suite, sans renoncer complètement à des recherches originales, Rappard n'a plus entrepris de travaux de cette ampleur, absorbé par d'autres tâches.

En effet, pendant la guerre, il intervient politiquement dans le domaine culturel, à propos du fossé qui se creuse entre la Suisse allemande et la Suisse française; en 1917, le Conseil fédéral le charge, avec deux autres personnes, d'une mission officieuse aux Etats-Unis, pour y expliquer au monde politique la position de la Suisse. A son retour, il fera de même pour la grande république américaine. En 1918, nouvelle mission aux USA, pour des questions économiques, mais en réalité pour examiner de plus près les projets de Wilson quant à la SDN et pour sonder ses dispositions à l'égard de la Suisse. En 1919, c'est à la conférence de la paix de Paris qu'il est envoyé comme représentant officieux. L'auteur nous fait suivre de près, parfois heure par heure, ces négociations, n'hésitant pas à entrer dans les détails les plus concrets, tel ce: «Rappard décide d'aller se coucher» (226), concluant le récit d'une journée bien remplie à Paris. Tout cela pourra paraître fastidieux à nombre de lecteurs, mais intéressera certainement le spécialiste des relations internationales, car cette forme particulière de la diplomatie, dont la Suisse a souvent usé, n'est pas toujours perceptible à partir des sources ordinaires.

Dans les organisations internationales, à la SDN, dans la commission des man-



dats, puis, après la Seconde Guerre mondiale, au BIT, Rappard jouera aussi un rôle important. On relèvera à ce propos que, homme de son temps, il a singulièrement méconnu l'importance du mouvement de décolonisation.

Fondateur de l'Institut universitaire de hautes études internationales (on trouvera, dans ce livre, le récit des tractations avec les autorités cantonales et fédérales, ainsi qu'avec la fondation américaine qui subventionne), l'un des créateurs de la Société du Mont-Pélerin (1947), cette espèce d'Internationale du libéralisme, Rappard est intimement associé aux initiatives les plus diverses. Le destin semble même parfois se complaire à le mêler aux grands événements du siècle. Se rend-il à Alger pour y recevoir un doctorat honoris causa (il faut lire les extraits de son discours de remerciement, petit chef-d'œuvre de diplomatie conciliant le pétainisme de rigueur et le libéralisme traditionnel de la Suisse), que, le lendemain de la cérémonie, débarquent les troupes américaines...

Ajoutons encore que, souvent, les jugements de Rappard sont singulièrement perspicaces. Qu'il nous suffise, pour terminer, de citer ce passage d'une lettre d'octobre 1942: «N'est-il pas évident, à tout esprit non prévenu, que la Suisse, petit pays neutre entouré en fait par un seul belligérant, et seul des pays voisins de l'Allemagne qu'elle n'ait pas occupé jusqu'ici, n'est pas en fait le maître de sa politique? La contrainte politique et stratégique qui pèse sur nous est, à vrai dire, la seule explication et la seule excuse de notre attitude. Mais l'avouer paraît à ces messieurs de Berne faire preuve d'un manque de dignité nationale. Grâce à un certain patriotisme de tir fédéral, ils aiment mieux mettre leurs abdications sur le compte du libre exercice de leur souveraineté que sur celui de leur impuissance. Il n'en résulte

nullement une plus grande autonomie effective, mais au contraire une servilité d'autant moins glorieuse qu'elle se donne pour volontaire.» (560)

Marc Vuilleumier (Genève)

Ueli Haefeli
MÜNCHENBUCHSEE
EIN DORF WIRD VORSTADT.
SUBURBANISIERUNG AM BEISPIEL
DER BERNISCHEN AGGLOMERATIONSGEMEINDE MÜNCHEN-
BUCHSEE

CHRONOS, ZÜRICH 1996, 366 S., FR. 68.-

Die zehn Kilometer von Bern entfernte Gemeinde Münchenbuchsee war bis zum 2. Weltkrieg eine eigenständige Landgemeinde mit Zentrumsfunktion für die umliegenden Dörfer. Dann setzte ein v. a. durch Zuwanderung verursachtes Bevölkerungswachstum ein, das in den 1960er/70er Jahren seinen Höhepunkt erreichte und von 1940 bis 1990 zu einer Vervierfachung der Einwohnerzahl (1990: 8878) führte. Das Dorf wurde – rund zehn Jahre nach Zollikofen und einige Jahre vor dem etwas entfernter gelegenen Jegenstorf – zu einer Agglomerationsgemeinde. Die vorliegende Publikation, bei der es sich weniger um eine herkömmliche Ortsgeschichte als vielmehr um eine auf die Umweltgeschichte fokussierende und im Diskussionszusammenhang des «1950er Syndroms» stehende Dissertation (Bern 1994) handelt, macht es sich zur Aufgabe, diesen Wachstumsprozess im Sinne eines Fallbeispiels «interpretierend nachzuzeichnen. Dazu wurden drei sich ergänzende Perspektiven gewählt», nämlich «die Perspektive der Umwelt der Menschen», «die Perspektive der Gesellschaft» und «die Perspektive der Individuen».